

A LIRE : *Un parti des laissés pour compte (LOI 19/05)*
Herivelona Ramanantsoa (LOI 26/05)
Toujours plus haut (JA 27/11)

POLITIQUE INTERIEURE

*** CANDIDATURES AUX ELECTIONS**

ALBERT ZAFY a annoncé sa candidature, mais elle ne devrait pas peser lourd - selon les observateurs - en raison du grand âge de l'ancien président (74 ans) et la désorganisation totale de son parti. (AFP 31/08)

La date du premier tour est fixée au 16 décembre, et celle du dépôt des candidatures au 27 octobre. (AFP 4/09)

Le fils de la belle-sœur du président RATSIRAKA n'a pas apprécié de ne pas avoir été retenu par l'Arema comme candidat au poste de gouverneur de la province de Toliara. (LOI 10/05)

Les 3 ministres du parti libéral *Leader Fanilo* quittent le gouvernement. A deux mois du scrutin présidentiel, l'opinion et la presse ne comprenaient pas que la 2^{ème} force politique du pays puisse présenter un candidat contre le président sortant D. RATSIRAKA tout en restant dans un gouvernement à majorité Arema. A l'étonnement général, ils ont été remplacés. (AFP 5 & 10/10).

Une première dans les annales politiques du pays : les 6 challengers déclarés du président RATSIRAKA pour le scrutin présidentiel appellent la population à plus de vigilance et de responsabilité dans la surveillance de l'élection. Ils espèrent « une élection libre, sincère et régulière ». Avant même que la Haute Cour constitutionnelle se soit prononcée sur la recevabilité des candidatures, un des candidats, M. RATSIRAHONANA (parti AVI) se désiste en faveur d'un autre, M. RAVOLOMANANA (le maire de la capitale). Ce désistement regroupe les mérima des hauts plateaux autour d'un unique candidat. Une heure avant la clôture M. BEMANANDRIAMANDROSO, un commerçant inconnu jusqu'à présent, déposait son dossier, ce qui porte le nombre de candidats à sept. L'ouverture de la campagne électorale, d'une durée de 21 jours, est fixée au dimanche 25 novembre. (AFP 24 à 28/10).

*** CAMPAGNE ELECTORALE**

Des scellés ont été posés, lundi 19 novembre, sur l'ensemble des usines appartenant à MARC RAVALOMANANA, maire de la capitale et candidat à la présidentielle. L'Etat lui reproche des impayés fiscaux. Le groupe *Tiko*, nébuleuse financière créée au milieu des années 80 avec le soutien de la SFI (groupe Banque Mondiale) emploie environ 5000 personnes sur une dizaine de sites de transformation de produits laitiers, de boissons, et d'huile. Le principal challenger du président sortant dénonce une machination politique. L'entreprise a introduit un recours en annulation de la décision de la Direction Générale des Impôts pour « vice de procédure et abus de pouvoir » et continue à fonctionner normalement. Les fonctionnaires se sont heurtés à un mur d'engins élévateurs et des chiens de garde dans les usines. Le groupe *Tiko* est défendu par Maître FRANCISQUE RAVONY, avocat d'affaires et ancien Premier Ministre. (Le Monde 22/11, AFP 19/11 & 1/12)

Le président RATSIRAKA ne voit pas « l'intérêt pour un pays souverain de faire appel à des observateurs étrangers » et y voit plutôt une « séquelle de la colonisation et un fil à la patte d'ancien colonisé ». Par contre, les 5 autres candidats avaient appelé de leurs vœux une mission internationale se regroupant avec diverses associations de la société civile en un « Consortium ». (AFP 19/11)

Le chef de l'Etat, vieux routier de la politique, se rend régulièrement en province depuis déjà plusieurs semaines. Il visite son petit monde et s'assure du soutien des campagnes. Son concurrent le plus dangereux, qui n'hésite à utiliser la marque, les finances et les réseaux de distribution de son entreprise pour sa campagne, a également reçu le soutien d'une quinzaine de maires du sud de l'Ile : MARC RAVALOMANANA a su également séduire une bonne partie de la jeunesse de la capitale. Ses adversaires notent que l'uniforme obligatoire, le culte hebdomadaire dans ses usines révèlent un penchant pour un régime autocratique musclé. (*L'Autre Afrique 21/11, AFP 13/12*)

Le Président a procédé par décret au renouvellement de la composition de la Haute Cour Constitutionnelle. Ils sont nommés pour 7 ans. Désormais, tous ses 9 membres sont des proches de l'Arema. Pour l'élection présidentielle, la HCC est chargée de statuer sur toutes les formes de contentieux. (*AFP 24/11*) Comme il le souligne lui-même, sa non réélection serait une source d'instabilité pendant 2 ou 3 ans car aucun autre candidat ne dispose de la majorité à l'Assemblée Nationale, au Sénat ou dans les conseils provinciaux, et le gagnant serait obligé de dissoudre à tous ces niveaux. (*AFP 16/12*)

Dans tout le pays, les rassemblements publics de MARC RAVALOMANANA drainent une assistance importante, de simples curieux disent ses détracteurs. Sa campagne est soutenue par d'importants moyens, distributions de casquettes et autocollants, déplacements en avion et hélicoptère. Le candidat, soutenu par le Conseil des Eglises Chrétiennes (FFKM) lance des slogans du type « Je suis beau. Je suis riche. Demain vous serez tous beaux et riches ». Son irruption dans la vie publique, il y a tout juste deux ans a bouleversé la scène politique du pays, traditionnellement structurée autour de partis établis. Le nouveau venu a aussi étonné par son style de campagne, inspiré des prédicateurs évangélistes et du marketing politique américain : il a construit sa popularité sur un verset de l'Evangile selon Saint Marc « tout est possible à celui qui y croit ».

Face à l'appareil politique rôdé de D. RATSIRAKA et de la déferlante mystico-commerciale de M. RAVALOMANANA, les 4 autres candidats ont bien du mal à se faire entendre et à ramener la campagne sur le terrain des idées, d'un programme politique et économique et d'un véritable projet de société. L'ancien président A. ZAFY (74 ans) fait figure de « vieux sage » tandis que H. RAZAFIMAHALEO (*Leader Fanilo*) appelle au changement contre l'immobilisme du président et à l'aventurisme du maire de la capitale. Son discours modéré et réaliste, exempt d'attaques personnelles et de références tribales pourrait en faire un candidat sérieux (*AFP 7 & 12/12*)

Des altercations entre partisans et détracteurs du président RATSIRAKA ont fait 2 morts, lors d'un de ses meetings dans le nord du pays. (*AFP 7/12*)

Plusieurs pays (Allemagne, USA, GB, Suisse) apporteront un soutien financier au Conseil des Eglises Chrétiennes (FFKM) et à d'autres associations engagées dans l'éducation civique afin de permettre l'observation du scrutin, la confection des listes électorales et l'acheminement des résultats. (*AFP 5/12*)

Dernières grandes réunions publiques des deux principaux candidats dans la capitale, avant le 1^{er} tour : artistes et petits cadeaux (tee-shirt, repas à bas prix) attendent les électeurs. 6 à 7 millions de personnes sont appelées aux urnes, mais beaucoup ne sauront que très tardivement si elles figurent bien sur les listes électorales – dont l'établissement a été marqué par une confusion teintée de soupçons de fraude. (*AFP 15/12*)

*** CONFUSION DES RESULTATS**

Les deux principaux candidats espèrent l'un et l'autre l'emporter au 1^{er} tour, mais les résultats officiels ne seront pas connus avant d'être entérinés par la Haute Cour constitutionnelle, un mois après. Alors que MARC RAVALOMANANA prenait un avantage certain dans la capitale, le président sortant comptait sur les votes ruraux (80 % des suffrages). De nombreuses anomalies et fraudes feront l'objet de recours en annulation. Les premiers résultats donnent 46,5 % à M. RAVALOMANANA, 40,6 % à D. RATSIRAKA et un taux de participation de 66,5 %. Ces résultats sont contestés par les partisans du maire de la capitale, qui estiment que leur candidat a recueilli 53 % des suffrages et qu'un second tour est un « hod-up électoral ». (*AFP 17/12*)

RELATIONS INTERNATIONALES

* AFRIQUE :

ARLETTE RAMAROSON élue juge indépendante auprès du TPIR (Rwanda). Directrice des relations extérieures du ministère de la justice, elle a représenté ce ministère à la Commission Nationale Malgache des Droits de l'Homme (un organisme plutôt bien disposé à l'égard du gouvernement (LOI 19/05).

Condamnant le terrorisme sous toutes ses formes, le président RATSIRAKA a rappelé le soutien américain aux islamistes, surtout dans les années 50, partout où ils pouvaient aider à lutter contre le communisme. Il a estimé que la politique extérieure des Etats-Unis de ces 50 dernières années expliquait un anti-américanisme profond chez les islamistes fondamentalistes. (AFP 30/07)

La commission des droits de l'Homme de l'OUA déplore que 31 pays seulement (sur 53) aient soumis leur rapport à la commission. 14 n'ont même jamais remis de rapport depuis l'entrée en vigueur de la Charte africaine des DH. Madagascar doit entre 1 et 6 rapports (AFP 22/10)

* AUTRES :

Un dossier « promotionnel » de 8 pages sur Madagascar dans *Jeune Afrique de juin (5 au 8)*. Citation aux relents pré-électorales « le capitaine de frégate DIDIER RATSIRAKA est venu une première fois au pouvoir en juin 1975. Il accepte, fin 1991, la mise en place d'une constitution démocratique et l'installation du président élu ALBERT ZAFY. Qu'il battra aux élections suivantes, en 1997, l'ancien professeur universitaire n'ayant pas réussi à relancer l'économie malgache ». Selon *Profil*, « il a fallu 10 ans à Madagascar pour retrouver son niveau de vie de 1990. Mais à présent, la croissance paraît folle et durable ».

Sur la période 2002 – 2006, l'UE devrait débloquer 267 M euros en sus du versement au titre de la sécurité alimentaire (70 à 90 M euros) et de la consolidation des exportations agricoles. Essentiellement au profit des programmes routiers (135 M) et du développement rural. Sont privilégiées les régions enclavées de Fianarantsoa et de Tuléar. (LOI 19/05)

VIE SOCIALE & ECONOMIE - DROITS DE L'HOMME

* DROITS ET LIBERTES PUBLIQUES

Le Conseil national de la magistrature statue sur le cas de deux avocats généraux et un substitut général soupçonnés de corruption. Les sanctions sont minimales. (LOI 16/06)

* ECONOMIE

La Banque Mondiale inaugure ses nouveaux bureaux de la région Océan Indien dans la capitale malgache, au cœur du quartier des ministères. (LOI 22/09)

Le gouvernement donne son autorisation à l'exploitation d'un important gisement d'ilménite, après 15 ans d'études environnementales et de négociations. Ces 6 derniers mois avaient donné lieu à une vaste consultation des populations concernées, la première du genre organisée à Madagascar. Face aux retombées économiques et sociales qu'espèrent les pauvres villageois de la région, les ONG locales n'ont pu mener qu'un combat symbolique. Sur un site de 6000 hectares près de Fort-Dauphin, occupé par des pans de forêt primaire unique au monde, le projet touche 120 villages (6000 personnes). (AFP 21/11)

La Banque Mondiale estime que le ralentissement de la croissance mondiale va condamner près de 10 millions de personnes de plus à vivre dans la pauvreté ; la zone la plus touchée sera l'Afrique. Principale cause,

la baisse des prix des matières premières et une moindre activité touristique. Un expert onusien, quant à lui, considère que l'impact des attentats sur les pays les plus pauvres sera moins important car ils ne sont pas bien intégrés dans l'économie mondiale. (AFP 10/12)

A la veille des élections, Madagascar est un des pays les plus pauvres de la planète avec un PNB annuel ne dépassant pas 250 \$ par habitant, et une économie sous perfusion minée par la corruption. La main d'œuvre bon marché fait de la Grande Ile une destination attractive pour les industries étrangères qui cherchent à se délocaliser. Mais dette embellie ne profite qu'aux villes, où subsistent néanmoins d'importants bidonvilles. La vanille, le café, le girofle, la viande de zébu et même le riz, qui faisaient la richesse de Madagascar, ont subi de plein fouet la désorganisation chronique des filières après 10 ans de libéralisation totale, et souvent anarchique, et les aléas des cours mondiaux. Le FMI reconnaît que le paradoxe de performances de l'économie malgache satisfaisantes, mais d'une pauvreté généralisée. (AFP 13/12)

*** DIVERS**

Parution d'un ouvrage rassemblant une soixantaine de poèmes de JACQUES PREVERT traduits en malgache (JA 27/11)